



BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT LIBRARY OF PARLIAMENT

La Bibliothèque du Parlement

Notre vision : Constituer pour le Parlement une source sûre et privilégiée d'information et de savoir.

Notre mission : La Bibliothèque du Parlement contribue à la démocratie parlementaire canadienne en créant, en gérant et en diffusant, à l'intention du Parlement, une information et des connaissances sûres, pertinentes et faisant autorité.

Ce que nous faisons

- Fournir des services de recherche et d'analyse personnalisés aux parlementaires et à leur personnel.
- Donner aux parlementaires ainsi qu'aux comités et aux associations parlementaires l'information qui leur est nécessaire pour examiner les questions de l'heure, étudier les projets de loi et demander des comptes au gouvernement.
- Préserver le patrimoine documentaire du Parlement et assurer l'accès à ses collections.
- Tenir les parlementaires informés et au fait de l'actualité, et leur communiquer des nouvelles et de l'information susceptibles de les intéresser.
- Appuyer les parlementaires dans leurs activités de sensibilisation du public en offrant aux Canadiens la possibilité de découvrir et d'apprendre à connaître le Parlement ainsi que d'y avoir accès.

Notre clientèle

- Les parlementaires et leur personnel
- Les comités et les associations parlementaires
- Les organisations qui appuient le travail du Parlement
- La population canadienne, au nom des parlementaires

Le Service d'information et de recherche parlementaires

Le **Service d'information et de recherche parlementaires (SIRP)** fournit aux parlementaires des services de nouvelles, de référence, de recherche et d'analyse, et supervise les programmes éducatifs destinés au public, ainsi que les colloques pour les parlementaires et leur personnel. Les divisions de recherche du SIRP fournissent en temps opportun de l'information, des recherches et des analyses approfondies et de grande qualité aux comités parlementaires, aux sénateurs, aux députés ainsi qu'aux associations et aux délégations parlementaires. Parmi les sujets abordés, notons la gamme complète des programmes, des politiques, des lois, des budgets et des dépenses du gouvernement fédéral ainsi que les affaires internationales et interparlementaires.



Afin d'offrir des services de recherche et d'analyse aux parlementaires, les analystes se servent d'un vaste éventail d'outils et de méthodologies, dont l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+), l'analyse statistique, l'analyse des coûts, les éléments visuels détaillés et l'analyse comparative. Les analystes bénéficient de l'aide de statisticiens, de spécialistes de l'ACS+ et de la cartographie du système d'information géographique, de bibliothécaires, d'adjoints de recherche et de l'équipe des services d'édition, de révision et de création. Ils ont aussi accès à une vaste collection de documents imprimés et numériques en constante évolution.

Plus de 90 analystes et 12 adjoints de recherche travaillent au sein de 12 équipes multidisciplinaires :

- Affaires constitutionnelles et parlementaires;
- Politique économique, budgétaire et monétaire;
- Environnement, pêches et agriculture;
- Genre, santé et affaires sociales;
- Gouvernement, industrie et finances;
- Droits de la personne, immigration et citoyenneté;
- Affaires autochtones et développement social;
- Affaires internationales;
- Commerce international et défense;
- Justice et sécurité nationale;
- Ressources, énergie, transports;
- Examen de la réglementation.

Nous offrons aussi des services personnalisés de recherche et d'analyse aux 443 sénateurs et députés ainsi qu'à leur personnel. Les projets de recherche pour le compte de ces clients varient en complexité, de la simple communication de statistiques et de données à l'analyse en profondeur de questions stratégiques, de programmes et de dispositions législatives proposées. Bien que la plupart des produits soient livrés dans un format écrit, des séances d'information de vive voix sont aussi offertes.

En 2017-2018, le SIRP a répondu à plus de 16 600 demandes de référence et d'information et à environ 5 600 demandes de recherche de ses clients parlementaires.